

Je vous invite à lire cet article, paru sur reporterre.net, très intéressant...

Durée de lecture : 6 minutes

12 juin 2019 / [Marc Lorioi](#)



Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, l'entremêlement au sein de l'appareil

d'État « d'affaires, de conflits d'intérêts, de renvois d'ascenseurs, de pantouflages » est « hallucinant », selon le sociologue auteur de cette tribune. Il s'inquiète des « lourdes conséquences » de « ces agissements » auprès de la population.

[Marc Loriot est sociologue](#), directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société (IDHES) Paris 1.

Agacée par les questions sur le poste de son mari à la tête de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) (il a ensuite été nommé au Conseil d'État), ou par ses liens avec l'industrie pharmaceutique, Agnès Buzyn avait déclaré en substance, après sa nomination comme ministre chargée de la santé en 2017, que les « liens d'intérêts » n'étaient pas un problème, mais au contraire une preuve de compétence ! Étant moi-même chercheur (sociologue au CNRS), il m'est arrivé de me voir proposer des interventions ou des rédactions de papiers, parfois rémunérées, pour lesquelles il était assez évident que mes interlocuteurs ne cherchaient qu'à acheter (pour pas bien cher, d'ailleurs) le label CNRS, dans le seul but de faire paraître plus « sérieuse » leur communication tendancieuse. À aucun moment je n'ai pensé avoir été contacté pour ma « compétence ». Au contraire, je me suis posé des questions sur l'image peu flatteuse qu'avaient de moi ces corrupteurs à la petite semaine.

Cette anecdote des débuts de la macronie au pouvoir est révélatrice. D'une part, de l'égo exacerbé de cette nouvelle « noblesse d'État » qui ne peut se percevoir elle-même que comme « excellente », un mot dont l'usage pervers a envahi ces dernières années l'évaluation scientifique ; d'autre part, en ce qu'il ne semble plus y avoir aucune honte à confondre allégrement le bien public et les intérêts de l'État avec ses intérêts privés ou ceux de ses proches et « amis ».

Chaque jour semble désormais apporter son lot de révélations incroyables

Les ouvrages des journalistes Laurent Mauduit (La caste. Enquête sur cette haute fonction publique qui a pris le pouvoir, 2018) et Marc Endeweld (L'ambigu Monsieur Macron, 2018, Le Grand Manipulateur, 2019), des sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot (Le président des ultrariches, 2019), du [juriste Juan Branco \(Crépuscule, 2019\)](#) ou du [député et journaliste François Rufin \(Ce pays que tu ne connais pas, 2019\)](#) ont relaté avec précision l'entremêlement hallucinant et luxuriant d'affaires, de conflits d'intérêts, de renvois d'ascenseurs, de lucratives carrières accélérées par la magie des pantouflages et des rétropantouflages, etc. Ces ouvrages n'ont pour l'instant pas fait l'objet de plaintes pour diffamation. Ce qu'on y lit est pourtant ahurissant ! Profiter de sa position dans l'appareil d'État pour rendre des services à des milliardaires ou à des grandes entreprises en remerciement du soutien lors des campagnes électorales ou pour ensuite y trouver (en échange) un poste

semble devenir une pratique courante. Conjointes, frères et sœurs, anciens collaborateurs, riches sponsors forment une toute petite caste prompte à défendre ses intérêts personnels.

Comme si cela n'était déjà pas suffisant, chaque jour semble désormais apporter son lot de révélations incroyables. Alors que les députés de la République en marche (LREM) viennent de voter (contre l'avis de tous les autres partis politiques) la privatisation d'Aéroport de Paris (ADP) et de la Française des jeux (FDJ), on apprend que Bank of America, choisie pour gérer ce processus, a — oh surprise ! — recruté Bernard Mourad, l'homme qui a financé la campagne de Macron et l'a orienté en 2008 vers une banque d'affaires où il a gagné ses premiers millions (grâce déjà à des « deals » qu'il devait gérer). De plus, parmi les actionnaires minoritaires qui vont toucher immédiatement des « indemnités » (pour un préjudice qui interviendra éventuellement 70 ans après la privatisation) et les entreprises sur les rangs pour le rachat se trouvent des personnes ou des groupes envers lesquels la macronie est redevable ou qu'elle veut courtiser pour y placer ses proches. Par exemple, la presse révèle que Raphaële Rabatel, l'épouse de Gilles Legendre, patron des députés En marche (les mêmes qui ont voté la privatisation controversée, donc), doit être recrutée à la communication de la FDJ en mai 2019. Le lendemain, autre révélation : Hugh Bailey, l'ancien conseiller industriel d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie, qui avait en son temps supervisé pour l'État le rachat dans un parfum d'affaire et de scandale, de la branche énergie d'Alstom par l'Étatsunien General Electric (GE) en 2015, a fait depuis 2017 une belle carrière au sein de GE France puisqu'il va en devenir le patron ! Ce deal qui a fait perdre à la France un fleuron technologique et menace plus d'un millier d'emplois industriels qualifiés à Belfort, aura donc surtout bénéficié à celui qui en avait la charge au sein de l'État !

Ces agissements et déclarations irresponsables auront de lourdes conséquences

Bien qu'ils soient pris en flagrant délit de servir leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt général, ces proches de Macron et de LREM réagissent de façon grossière. Ils accusent les partis d'opposition de manœuvres politiciennes à la suite du référendum d'initiative partagée (RIP) pour tenter de bloquer la vente d'ADP, alors que le dépassement du clivage gauche-droite était leur credo et que l'unanimité de ces partis témoigne au contraire de l'ampleur du scandale. Ils osent avancer l'argument du droit à la carrière des conjoints. Étrange féministe celui qui pense que son épouse ne saurait trouver de travail sans son influence ; surtout quand une autre femme, appréciée en interne, est « remerciée » pour laisser la place ! Ils mettent en avant l'argument de la compétence, mais si ces postulants proches du pouvoir étaient si compétents, ils n'auraient pas besoin d'aller dans des entreprises redevables à ce même pouvoir pour faire carrière !

Ces agissements et ces déclarations irresponsables, cette défense aberrante de l'indéfendable, auront de lourdes conséquences : augmentation de la défiance à l'égard des politiques et de l'État au détriment des nombreux politiciens sincères et fonctionnaires intègres ; fragilisation du vivre ensemble et du consentement à l'impôt, pourtant indispensables pour construire un projet commun et régler les problèmes économiques et sociaux de notre pays. Ces ministres et élus En marche qui accusent ceux qui révèlent leurs secrets (qu'ils ne perçoivent même plus comme honteux) de populisme sont en fait les agents de la montée des

pires travers du populisme, notamment d'extrême droite (le fameux « tous pourris » qui excuse tout). Casser le thermomètre n'a jamais guéri la maladie !